

Desperate housewives

Tribune – Edito – Patrick A. – 18/11/10

Non, je n'ai nullement l'intention d'écrire sur le divorce annoncé d'Eva Longoria « bientôt ex-Parker ». Mais lorsque qu'elle s'avise de vaincre son ennui en empruntant la console de jeu du gamin pour « jouer » au basket-ball, la moindre ménagère de moins de 50 ans sait au moins quand elle a une chance ou non de marquer un panier à trois points.

Lorsqu'une élection en Afrique attire l'attention internationale, le plus souvent c'est que les nouvelles ne sont pas bonnes. Les grands titres de la presse se focalisent spontanément sur les reports de scrutin, les disputes sur la composition de la commission électorale ou les affrontements sanglants entre partisans. Mais c'est à peine si la proclamation d'un état d'urgence en Guinée fait désormais sourciller les médias internationaux.

Opérette

Dans ce contexte, un groupe d'officiers réunis à la base du RFI d'Ivato a cru bon d'annoncer un putsch qui ne s'est pas traduit par un basculement effectif de la situation sur le terrain. Il est probable que, malgré leurs intentions, ces officiers auront plutôt sur le moyen terme rendu service à Andry Rajoelina et à son Premier ministre Camille Vital.

Car ce « gros » problème amplement médiatisé aura fait apparaître relativement véniels les « petits » problèmes du référendum organisé ce 17 novembre. Le pouvoir en place ne manquera pas désormais d'arguments pour affirmer que, même un peu tiré à hue et à dia, le processus électoral qu'il a mis en place était quand même plus convaincant que ce coup d'État d'opérette. Et il ajoutera non sans raisons que les quelques millions d'électeurs ayant voté pacifiquement hier avaient bien plus de poids que tous les groupes rassemblés jadis place du 13 mai ou actuellement à Behoririka ou à Ivato.

La litanie en cours des annonces de résultats bureau de vote par bureau de vote permet d'affirmer que les autorités de transition auront malgré tout réussi leur pari, en pouvant à minima mettre en avant un taux de participation au référendum qui ne soit pas ridicule si on le compare au dernier scrutin comparable, celui d'Avril 2007. Le risque principal pour le pouvoir était d'avoir un taux de participation inférieur à 30% à Antananarivo et dans les grandes agglomérations, il semble désormais écarté.

Cela aura été certes laborieux. Dans l'espoir de booster le taux de participation, le pouvoir avait décidé de procéder à un nettoyage des listes électorales qui s'est avéré être un peu trop sévère, provoquant la déconvenue de certains de ses propres partisans empêchés de voter. Et l'on ne peut s'empêcher de se demander si derrière la décision initiale d'ouvrir les opérations de vote de 6 heures à 16 heures, il n'y avait pas l'arrière-pensée de favoriser le poids des ruraux supposés plus dociles et lève-tôt par rapport à des citadins plus frondeurs dans leurs choix.

Autant sans doute que les plaintes nombreuses vis-à-vis de la liste des votants et de la non-distribution des cartes électorales, c'est le taux de participation plutôt poussif dans la matinée qui aura poussé les organisateurs du scrutin à adopter une ordonnance qui repoussait la clôture des opérations de vote à 18 heures et qui permettait l'inscription sur une liste additionnelle de votants sur présentation d'une ancienne carte d'électeur, d'un certificat de résidence ou d'une carte de fokontany.

Des trucs et astuces comparables, on peut d'autant plus facilement les relever qu'on les a déjà remarqué sous les régimes précédents. L'élection d'hier n'est pas forcément plus convaincante que le référendum de 2007, mais elle a le mérite de clarifier les choses.

Légitimité de 2010, légitimité de 2007 ?

Nul doute que les autorités en place récupéreront les réclamations par rapport à la liste électorale comme étant une claire manifestation de la volonté de la population de sortir de la crise par la voie des urnes, et la preuve que si le mécanisme n'est pas parfaitement inclusif, ce n'est pas faute d'avoir invité tout le monde.

Au lendemain du coup d'État du 17 mars, j'écrivais : « À Andry Rajoelina et à son entourage proche de prouver qu'après avoir utilisé une hétéroclite coalition d'intérêts politico-militaires, ils n'en sont pas déjà

devenus otages. Maîtriser la foule du 13 mai fut un challenge. Maîtriser ceux que l'on appelle les sous-officiers du Capsat sera un tout autre défi ».

Force est aujourd'hui de constater que l'hétéroclite coalition contre-nature se trouve désormais ailleurs. Il ne faut pas trop compter sur les malgaches pour trouver tout d'un coup plein de vertus à un Monja Roindefo ou à des colonels Charles ou Coutity que l'on qualifiait de tous les noms hier. Desperate, mais pas à ce point là.

Maputo, oui, mais pas trop. Aujourd'hui, avec ou sans l'aide de la communauté internationale, les acteurs politiques peuvent peut-être s'asseoir autour d'une table en ayant une idée un peu plus précise des poids des uns et des autres.

Je connais quelques ménagères que cela soulagerait.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Desperate-housewives,15082.html>